

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 nAnCY

NANCY, le 07/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

FIVES NORDON

78 avenue du XXème Corps
BP 90404
54000 NANCY

Références : SAF/IP/2023_0215
Code AIOT : 0006200481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2023 dans l'établissement FIVES NORDON implanté 78 Avenue du XXE Corps 54000 NANCY. L'inspection a été annoncée le 12/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "contrôle des moyens de première intervention incendie dans les installations de traitement de surface".

Plusieurs incendies ont été recensés à l'échelle nationale dans les installations de traitement de surface ces dernières années. A ce titre, l'efficacité et l'effectivité des moyens de première intervention jouent un rôle primordial. Les inspections diligentées dans le cadre de l'action nationale portent sur les installations de traitement de surface soumises à autorisation au titre de la rubrique IED n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FIVES NORDON
- 78 Avenue du XXE Corps 54000 NANCY
- Code AIOT : 0006200481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- IED : Oui

La société Fives nordon exploite sur le territoire de la commune de NANCY une usine de travail de pièces métalliques, comprenant notamment un atelier de traitement de surfaces. L'usine dans sa globalité est réglementée notamment par l'arrêté préfectoral 2010-612 du 9 février 2011 modifié. En outre, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions fixées par l'Arrêté ministériel du 30/06/06 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement »

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques accidentels
- action nationale "traitement de surface"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|----------------------------|--|--|---|-----------------------|
| 6 | Moyens d'intervention | Arrêté Préfectoral du 09/02/2011, article 7.6.4 | / | Lettre de suite préfectorale | 3 et 6 mois |
| 9 | Bénéfice des droits acquis | Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.513-1 | / | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| n° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1 | Désenfumage – présence de DEFnC | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II | / | Sans objet |
| 2 | Désenfumage – Dimensionnement des DEFnC | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II | / | Sans objet |
| 3 | Installations électriques – chauffage des bains | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I | / | Sans objet |
| 4 | Moyens de lutte incendie – moyens et entretien | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10 | / | Sans objet |
| 5 | Moyens d'intervention | Arrêté Préfectoral du 09/02/2011, article 7.6.2 | / | Sans objet |
| 7 | Moyens d'intervention | Arrêté Préfectoral du 09/02/2011, article 7.6.4 | / | Sans objet |

| n° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 8 | Confinement des eaux incendie – dimensionnement | Arrêté Préfectoral du 09/02/2011, article 7.6.71 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués par l'inspection des installations classées révèlent un écart en ce qui concerne le débit minimal des poteaux incendie, pour lequel l'exploitant doit apporter des solutions pour couvrir les besoins en eau d'extinction incendie du site.

En outre, les éléments transmis en 2016 en ce qui concerne la demande de bénéfice des droits acquis, suite à l'entrée en vigueur de la Directive SEVESO 3 sont insuffisants et méritent d'être complétés.

2-4) Fiches de constats

n° 1 : Désenfumage – présence de DEFnC

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : II. Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. |
| Constats : L'activité de traitement de surface est réalisée dans un atelier dédié appelé "décapage". L'inspection constate la présence de 3 trappes de désenfumage au niveau de la partie haute de cet atelier. La surface géométrique de ces évacuations des fumées représente 1,5% (7,02 m ² pour 456 m ²) et, est, par conséquent, supérieure à 1% de la superficie du local fixée à l'article R.4216-14 du code du travail et l'arrêté ministériel du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R. 235-4-8 et R. 235-4-15 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail. L'inspection n'a pas de remarque à formuler. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

n° 2 : Désenfumage – Dimensionnement des DEFnC

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. |
| Constats : Lors de la visite de contrôle, l'exploitant précise que les trois dispositifs d'évacuation de fumée sont équipés d'une commande automatique thermo-fusible qui est vérifiée annuellement. Une commande d'ouverture manuelle desdits dispositifs est présente à proximité de l'accès. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

n° 3 : Installations électriques – chauffage des bains

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. |
| Constats : Le système de chauffage des deux bains situés dans l'atelier de traitement de surface (atelier dénommé "décapage") est équipé d'un système de sécurité constitué d'une sonde avec détection électronique positionnée à une hauteur bien précise. Dès lors qu'elle détecte un manque de liquide, le système de chauffage est arrêté. Le bon fonctionnement est vérifié mensuellement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

n° 4 : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. |
| Constats : L'inspection a vérifié par échantillonnage que les contrôles annuels sont effectués sur les moyens de défense incendie. En outre, lors de l'inspection, une vérification de la présence des étiquettes attestant de la |

| |
|---|
| réalisation desdits contrôles par un organisme compétent a été effectuée. L'inspection n'a pas de remarque à formuler. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

n° 5 : Moyens d'intervention

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2011, article 7.6.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : (...) Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'inspection a constaté la présence d'un registre dématérialisé de suivi des contrôles. L'inspection relève que ce dernier est rempli et intègre les actions à réaliser comme le remplacement de certains extincteurs en février 2023. L'inspection n'a pas de remarque à formuler. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

n° 6 : Moyens d'intervention

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2011, article 7.6.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : (...) un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel qui comprend au moins 3 poteaux incendie d'un débit unitaire de 30 m ³ /h ; (...) |
| <p>Constats : Le contrôle des 3 poteaux d'incendie fait en dernier lieu le 21/11/2022 montre que le débit de ces derniers est non-conforme. Les résultats sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - poteau n°1 : 31 m³/h - 24 m³/h sous 1 bar - poteau n°2 : 28 m³/h - 24 m³/h sous 1 bar - poteau n°3 : 27 m³/h - 23 m³/h sous 1 bar <p>L'exploitant informe qu'il y a une erreur au niveau de cette prescription laquelle n'avait pas été relevée lors de la relecture de l'arrêté préfectoral d'autorisation et transmet le jour même de la visite de contrôle une copie de l'avis du SDIS datant du 05/10/2010.</p> <p>Cet avis indique notamment que dans le cas où il n'est pas possible de mettre en conformité les poteaux d'incendie susmentionnés (obtention d'un débit de 60 m³/h sous 1 bar de pression hydrant pour chacun des poteaux), il conviendra de porter le volume de la réserve "incendie" à 180 m³. L'exploitant a réalisé les travaux pour obtenir une réserve de 180 m³ (cf. constat 8 du présent rapport).</p> <p>Néanmoins, l'inspection informe que l'avis du SDIS susvisé indique que cette réserve de 180 m³ est requise si le débit des poteaux existants (30 m³/h) ne peut être porté à 60 m³/h sous 1 bar de pression.</p> <p>Le débit des poteaux existants n'a pu être porté à 60 m³/h sous 1 bar de pression, mais n'atteint</p> |

| |
|--|
| pas non plus le débit de 30 m ³ /h prescrit (cf. résultats du contrôle du 21/11/2022). |
| La réserve de 180 m ³ (1 bassin de 120 m ³ et 1 bassin de 60 m ³), réalisée par l'exploitant ne permet pas de se conformer à l'avis du SDIS formulé le 05/10/2010. |
| <p>Observations : L'avis du SDIS du 05/10/2010 fait également référence à l'étude de dangers qui établit les besoins en eau d'extinction incendie du site à 240 m³ (120 m³/h pendant 2 heures).</p> <p>L'exploitant doit donc proposer les moyens à mettre en oeuvre pour couvrir les besoins en eau d'extinction du site, en tenant compte des prescriptions émises dans l'avis du SDIS du 05/10/2010.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : lettre de suite préfectorale |

n° 7 : Moyens d'intervention

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2011, article 7.6.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : " une réserve d'eau d'incendie d'un volume de 180 m³ installée à proximité de l'atelier décapage " [...]</p> |
| <p>Constats : L'exploitant dispose d'un volume de 180 m³ réparti en deux réserves d'eau d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un bassin de 120 m³ alimenté par les eaux atmosphériques et située à environ 40 mètres du bâtiment 6 de décapage ; - une réserve de 60 m³ Alimentée par les eaux atmosphériques et située à environ 140 mètres du bâtiment 6. <p>Suite au constat établi lors de la visite de contrôle de 2019 portant sur l'impossibilité de connaître le volume effectif des deux réserves d'eau incendie (1 bassin de 120 m³ et 1 bassin de 60 m³), l'exploitant a mis en place un dispositif permettant de connaître la capacité des deux bassins (échelle de mesure en "volume").</p> <p>L'inspection note la mise en place de ce dispositif.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

n° 8 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2011, article 7.6.7.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 264 m³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.11 du présent arrêté traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance</p> |
| <p>Constats : Lors du contrôle sur site, l'inspection s'est attachée à vérifier le respect de la prescription contrôlée concernant les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie dans l'atelier de traitement de surface. La rétention est assurée par 3 dispositifs vus lors de la visite de contrôle (et conformément au DAE de 2009):</p> <ul style="list-style-type: none"> - rétention des bains - rétention de l'aire de lavage - barrières étanche (avec joints en caoutchouc vérifié périodiquement) maintenues en permanence en position basse devant chaque ouverture. Ces barrières peuvent être ponctuellement ouvertes pour permettre le passage de personnes et d'objets. <p>Le volume total de la rétention est de 264 m³.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

n° 9 : Bénéfice des droits acquis

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.513-1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Positionnement par rapport au statut SEVESO |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : I. - Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :</p> <p>1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ;</p> <p>2° L'emplacement de l'installation ;</p> <p>3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée. (...)</p> |
| <p>Constats : Par courrier du 25 mai 2016, la société FIVES NORDON à NANCY a transmis sa déclaration des droits acquis au titre de l'article L. 513-1 du code de l'environnement, consécutivement à la directive SEVESO 3 et au décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Ce courrier précise que l'établissement n'a pas le statut SEVESO en raison du classement sous la rubrique 4120-2 de la nomenclature des installations classées pour la quantité d'acide fluorhydrique à 2,15 % (quantité susceptible d'être présente indiquée dans le courrier susmentionné : 8,8 t) et la quantité d'acide fluonitrique (à 22,27 % d'acide nitrique + 2,14 % d'acide fluorhydrique - quantité susceptible d'être présente indiquée dans le courrier susmentionné: 39,1 t). Ce courrier n'indique aucun stockage d'acide fluorhydrique à 70 %.</p> |

Par courriel du 20/11/2020, l'exploitant a adressé, sur demande de l'inspection, la fiche de donnée de sécurité (FDS) de l'acide fluorhydrique à 70 %. L'exploitant ne dispose toutefois pas de la FDS de l'acide fluorhydrique à 2,15 %. L'inspection constate que cette substance, à une concentration de 70 %, est classée notamment toxique de catégorie 1 en ce qui concerne la voie d'exposition "cutanée", ce qui peut conduire à un classement sous la rubrique 4110. Pourtant, l'exploitant n'est pas en mesure d'apporter des éléments pouvant justifier le classement 4120-2 de cet acide lorsqu'il est dilué à 2,15 %.

Par ailleurs, il a été mis en évidence que la dilution à 2,15 % de l'acide fluorhydrique est effectuée par un tiers sur le site de l'exploitant et que par voie de conséquence de l'acide fluorhydrique à 70 % est susceptible d'être présent sur le site à un instant "t". Ce stockage n'est pas présenté dans le positionnement SEVESO de 2016.

Il est ainsi mis en évidence des manquements importants dans la déclaration d'antériorité, d'autant que les constats présentés ici sur l'acide fluorhydrique sont également à appliquer à la présence et l'utilisation d'acide fluorhydrique.

Afin de finaliser l'examen de la demande d'antériorité susmentionnée, l'exploitant transmettra sous un délai d'au plus 3 mois :

- 1 – La quantité d'acide fluorhydrique concentrée (à 70 %) susceptible d'être présente sur site au maximum ;
- 2 – Le classement en dangerosité au regard du règlement CLP de l'acide fluorhydrique à 2,15 % et la quantité maximale susceptible d'être présente sur site ;
- 3 – Ces mêmes éléments (point 1 et 2) pour l'acide fluorhydrique ;
- 4 – Le classement de ces produits dangereux dans les rubriques de la nomenclature ;
- 5 – La démonstration que le site n'est pas classé SEVESO, ni par dépassement direct ni par cumul en application du I et II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, pour l'ensemble des produits dangereux susceptibles présents sur le site.

En l'absence de ces éléments, l'inspection considérera que le classement de l'ensemble des stockages d'acide fluorhydrique et fluorhydrique est à faire sur la base des fiches de données de sécurité disponibles actuellement, tout en prenant pour situation d'antériorité le positionnement non SEVESO de 2016.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : lettre de suite préfectorale

Annexe : Projet de lettre de suites préfectorale

Lettre recommandée avec accusé/réception

Monsieur le Directeur,

Votre société exploite des installations de travail de pièces métalliques et de traitement de surfaces, sur le territoire de la commune de Nancy. Ces installations relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection de l'environnement de la DREAL Grand Est (installations classées) a réalisé une visite portant sur le risque incendie (contrôle des moyens incendie...), ainsi que sur votre demande de bénéfice des droits acquis (suite à l'entrée en vigueur des dispositions transposées de la Directive SEVESO III).

Les constats établis par l'inspection lors de cette visite requièrent des actions de votre part, sous un délai maîtrisé :

- **Concernant les moyens de lutte contre l'incendie :**

Sous un **délai de trois mois** à compter de la notification de la présente lettre, la réalisation d'une étude permettant d'identifier les moyens à mettre en œuvre pour respecter le dimensionnement des besoins en eau pour lutter contre un incendie à savoir 120 m³/h pendant 2 heures tels qu'identifiés dans l'étude des dangers du site et respecter les prescriptions émises dans l'avis du SDIS daté du 05 octobre 2010 lequel a été pris en application du document technique D9 (Guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie);

Vous me transmettez, sans délai, tout élément (bon de commande...) justifiant l'engagement de ces démarches ;

Les travaux permettant de répondre à l'objectif de disposer de 120 m³/h pendant 2 heures pour lutter contre un incendie (dimensionnement à partir de l'étude susmentionnée) devront être réalisés sous un **délai de six mois**, à compter de la notification de la présente lettre.

- **Concernant votre demande de bénéfice des droits acquis et votre positionnement « SEVESO » :**

Sous un **délai de trois mois** à compter de la notification de la présente lettre :

- La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée (avec justification quant au classement en dangerosité au regard du règlement CLP de l'acide fluorhydrique à 2 % telle que la FDS) ;
- La conclusion quant au statut SEVESO ou non du site. Dans ce cadre, l'exploitant adressera à l'inspection le résultat de l'examen des points suivants :

- vérification du dépassement direct ou du non dépassement des seuils SEVESO en application du I de l'article R.511-11 du code de l'environnement ;
- vérification de la règle de cumul en application du II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

Concernant le positionnement SEVESO, les éléments transmis en 2016 sont insuffisants et à compléter par les précisions décrites au point de contrôle n°9, bénéfice des droits acquis.

Formule de Politesse

Le Préfet